







## Le Syndicalisme

# ON PEUT AUGMENTER LES SALAIRES DE PLUS DE 25 %

Laissons de côté les raisons politiques — politiciennes, de-  
vrait-on dire — qui ont amené  
la direction confédérale à lancer  
juste à la veille des élections le  
mot d'ordre de l'augmentation  
générale des salaires, pour en-  
visager l'aspect économique et  
financier du problème.

Le salaire représente la part  
du revenu national affectée à  
l'entretien du prolétariat. Ce re-  
venu se présente sous forme de  
denrées alimentaires, tissus, mé-  
taux et produits de consomma-  
tion de toute sorte. Cette masse  
de produits de l'industrie et de  
l'agriculture du pays étant rela-  
tivement fixe, l'augmentation de  
la production marchant à un  
rythme encore assez lent, il s'agit  
de savoir si une augmenta-  
tion de salaires qui, elle va être  
brusque, va avoir pour consé-  
quence le transfert d'une frac-  
tion de ce revenu national au  
bénéfice des salariés. Car toutes  
les subtilités économiques-finan-  
cières n'y changeront rien : on  
ne saurait accroître la part de  
la classe salariée qu'en réduisant  
la part des autres classes de la  
société. Celles-ci vont-elles se  
laisser faire ?

Observons ce qui se passe  
dans une société capitaliste de  
type classique. Les produits  
s'échangent contre la monnaie :  
or ou billets. Une quantité de  
monnaie donnée — la circulation  
sert à faire circuler les pro-  
duits. Cette monnaie existe en  
quantité rigoureusement néces-  
saire et sa masse tout entière  
s'échange contre la masse tout  
entière des marchandises, sauf  
la partie thésaurisée (les bil-  
lons) relativement peu impor-  
tante et dont l'incidence sur le  
prix est négligeable. Augmenter  
les salaires, cela signifie accroître  
la quantité de billets de ban-  
que dans la poche des salariés.  
Or, à moins que dans le ciel les  
nuages ne s'entrouvrent pour  
laisser tomber une pluie de bil-  
lons, il faudra bien prendre ces  
billets, dans la quantité, répé-  
tons-le, ne change pas en éco-  
nomie classique, il faudra bien  
prendre ces billets quelque part :  
dans la poche des non-salariés :  
patrons, propriétaires, etc. Les  
ouvriers disposant d'une plus  
grande quantité de moyens de  
paiement voudront acheter plus  
d'où concurrence de nouveaux  
acheteurs et hausse des prix. Les  
autres classes disposant de  
moyens de placement diminués  
achèteront moins, d'où baisse

des prix. Ceci dans des propor-  
tions rigoureusement identiques,  
et pour cause ! Mouvement de  
hausse dans un cas et mouve-  
ment de baisse dans l'autre  
s'équilibrant, se balançant exac-  
tement, les prix théoriquement  
ne peuvent avoir bougé quand  
bien même on aurait augmenté  
les salaires de 100 %. Il y a  
donc bien un transfert de reve-  
nu — de produits — au bénéfice  
des classes salariées et au détri-  
ment des classes non salariées.  
Voilà pour l'économie classique.

Nous ne sommes plus, depuis  
1914, en économie classique. La  
monnaie n'a plus aucune stabili-  
té théorique : elle a cessé d'être  
une catégorie économique pour  
devenir un instrument de domi-  
nation politique. Depuis les épo-  
ques les plus reculées, l'Etat s'est  
servi de la monnaie comme d'un  
instrument politique, pour avan-  
tiser une catégorie sociale, une  
classe, tantôt une autre, mais  
toujours prudemment. Il a fallu

arriver à l'actuelle décadence du  
capitalisme et à son économie  
politique et à la politique d'éta-  
tisme outrancier qui entraîne les  
nations pour assister à la trans-  
formation radicale de la fonc-  
tion monétaire. Les nuages  
n'ont pas à s'entrouvrir, le pacte  
n'est pas à rompre, les portes de  
l'impérialisme aux billets. Si on  
augmente les salaires de 25 % et  
si le Ministère des Finances oblige  
la Banque de France domesti-  
que à imprimer de nouveaux  
billets pour accroître propor-  
tionnellement la circulation de 25 %  
(de 625 milliards à 780 mil-  
liards), au bout de quelques se-  
maines l'augmentation des sa-  
laires sera entièrement annulée  
et le pourcentage des revenus  
nationaux affectés aux salariés  
se retrouvera exactement ce qu'il  
était avant l'augmentation des  
salaires. C'est ce qui s'est passé  
en 1938-39. Tremblant devant la  
bourgeoisie réactionnaire et son P.  
S.F., le gouvernement du Front

populaire a dévalué la monnaie  
en 1937, et des augmentations  
en 1938 et 1939 n'ont plus resté  
qu'un souvenir amer : celui de la tra-  
hison des politiciens.

Il semble donc qu'on ne puisse  
augmenter le revenu des sala-  
riés qu'en détruisant l'Etat capi-  
taliste et bureaucratique avec  
son système monétaire. Il existe  
pourtant un moyen de mainte-  
nir les conquêtes ouvrières dans  
le domaine des salaires, dans  
l'échelle mobile. Mais l'Etat  
ayant lui-même à augmenter des  
millions de salariés résistera  
désespérément, la planche à  
billet ne lui serait d'aucune  
utilité et il lui faudrait réduire  
d'autres dépenses : dépenses mili-  
taires, dépenses de police, etc., ce  
qui, politique, etc., ce que des ra-  
sons politiques lui interdiront de  
faire.

Hors de l'échelle mobile, l'aug-  
mentation des salaires sera une  
duplicité politicienne de plus.  
Mais la lutte sera dure.

## Dans le bâtiment de la région parisienne

Malgré la croisade menée par la  
Fédération et les dirigeants de syn-  
dicates à tendances politiques, on peut  
dire que dans le bâtiment le  
travail au rendement aura bien du  
mal à s'implanter. Il est évident que  
les normes minimales de production  
étudiées par les techniciens de l'Union  
des Syndicats du Bâtiment de Pa-  
ris ne sont peut-être pas examinées  
d'une manière objective, mais en  
conditions maximum de travail  
qui existent sur les chantiers avant-  
garde, mais elles ne tiennent pas  
compte de la condition physique des  
ouvriers affaiblis par cinq années de  
privations, ensuite elles sont très im-  
précises puisqu'elles sont basées en  
général sur le rendement d'un compa-  
gnon et de son garçon en ne tenant  
compte ni des garçons de vœux, ni  
du débâlage, ni de la maîtrise et  
employés de bureau ; également elles  
seraient difficilement applicables aux  
réparations et transformations des  
meubles, c'est-à-dire pour tous les  
travaux, en définitive, elles amé-  
liorent le rendement, mais elles ne  
révisent complètement le salaire  
par suite de la diversité des salaires  
et surtout elles resusciteraient, sous  
une forme nouvelle, les salaires  
du bâtiment : le tacheur, les ou-  
vriers du bâtiment, jusqu'en 1936, ont  
tous sans cesse contre le travail au  
rendement, sous une forme ou sous  
une autre, et ce n'est pas moins de  
10 ans après sa suppression qu'ils  
acceptent, sans motif, sans raison,  
nouvelle, de tolérer à nouveau sur  
leurs têtes les pousseurs de charge.  
Sans l'U.S.B. de Paris, où le principe  
du travail au rendement a été admis  
devant une assemblée peu enthou-  
siaste, l'explication fournie par l'or-  
ganisation est tout au moins sujette  
à caution ; il paraît que ces « nou-  
velles » sont nécessaires pour éviter  
que le patronat n'impose les siennes :  
c'est un peu, en somme, la politique  
de grève et de contre-grève que le  
patron ne peut pas être moulu...

On ne peut contester l'urgence de  
ces tâches, mais est-il bien indispen-  
sable de les transformer en une im-  
position pour tous les salariés ? Les  
entreprises, ces mêmes entreprises qui,  
souvent, par leur contribution à l'or-  
ganisation Todt, sont en partie res-  
ponsables de l'ampleur des destruc-  
tions, seraient-elles assez têtues à  
la Fédération, et sous son contrôle,  
à ne pas accepter la transformation  
de production. A cette suggestion,  
sans doute trop réaliste, les dirigeants  
syndicaux ont répondu que les coopé-  
ratives n'ont jamais été des centres  
d'exploitation, mais qu'elles ont été  
des centres d'exploitation, et que, d'ail-  
leurs, elles ne sont pas viables.  
C'est un peu, en somme, la même  
argumentation, on peut répondre que  
si les ouvriers étaient véritablement  
incapables, en une période favorable  
aux travaux, ils ne seraient pas en  
face du problème de l'exploitation  
de l'homme par l'homme, il serait  
pour le présent inutile de parler  
de rendement, sous une forme ou sous  
une autre, et ce n'est pas moins de  
10 ans après sa suppression qu'ils  
acceptent, sans motif, sans raison,  
nouvelle, de tolérer à nouveau sur  
leurs têtes les pousseurs de charge.  
Sans l'U.S.B. de Paris, où le principe  
du travail au rendement a été admis  
devant une assemblée peu enthou-  
siaste, l'explication fournie par l'or-  
ganisation est tout au moins sujette  
à caution ; il paraît que ces « nou-  
velles » sont nécessaires pour éviter  
que le patronat n'impose les siennes :  
c'est un peu, en somme, la politique  
de grève et de contre-grève que le  
patron ne peut pas être moulu...

On ne peut contester l'urgence de  
ces tâches, mais est-il bien indispen-  
sable de les transformer en une im-  
position pour tous les salariés ? Les  
entreprises, ces mêmes entreprises qui,  
souvent, par leur contribution à l'or-  
ganisation Todt, sont en partie res-  
ponsables de l'ampleur des destruc-  
tions, seraient-elles assez têtues à  
la Fédération, et sous son contrôle,  
à ne pas accepter la transformation  
de production. A cette suggestion,  
sans doute trop réaliste, les dirigeants  
syndicaux ont répondu que les coopé-  
ratives n'ont jamais été des centres  
d'exploitation, mais qu'elles ont été  
des centres d'exploitation, et que, d'ail-  
leurs, elles ne sont pas viables.  
C'est un peu, en somme, la même  
argumentation, on peut répondre que  
si les ouvriers étaient véritablement  
incapables, en une période favorable  
aux travaux, ils ne seraient pas en  
face du problème de l'exploitation  
de l'homme par l'homme, il serait  
pour le présent inutile de parler  
de rendement, sous une forme ou sous  
une autre, et ce n'est pas moins de  
10 ans après sa suppression qu'ils  
acceptent, sans motif, sans raison,  
nouvelle, de tolérer à nouveau sur  
leurs têtes les pousseurs de charge.  
Sans l'U.S.B. de Paris, où le principe  
du travail au rendement a été admis  
devant une assemblée peu enthou-  
siaste, l'explication fournie par l'or-  
ganisation est tout au moins sujette  
à caution ; il paraît que ces « nou-  
velles » sont nécessaires pour éviter  
que le patronat n'impose les siennes :  
c'est un peu, en somme, la politique  
de grève et de contre-grève que le  
patron ne peut pas être moulu...

On ne peut contester l'urgence de  
ces tâches, mais est-il bien indispen-  
sable de les transformer en une im-  
position pour tous les salariés ? Les  
entreprises, ces mêmes entreprises qui,  
souvent, par leur contribution à l'or-  
ganisation Todt, sont en partie res-  
ponsables de l'ampleur des destruc-  
tions, seraient-elles assez têtues à  
la Fédération, et sous son contrôle,  
à ne pas accepter la transformation  
de production. A cette suggestion,  
sans doute trop réaliste, les dirigeants  
syndicaux ont répondu que les coopé-  
ratives n'ont jamais été des centres  
d'exploitation, mais qu'elles ont été  
des centres d'exploitation, et que, d'ail-  
leurs, elles ne sont pas viables.  
C'est un peu, en somme, la même  
argumentation, on peut répondre que  
si les ouvriers étaient véritablement  
incapables, en une période favorable  
aux travaux, ils ne seraient pas en  
face du problème de l'exploitation  
de l'homme par l'homme, il serait  
pour le présent inutile de parler  
de rendement, sous une forme ou sous  
une autre, et ce n'est pas moins de  
10 ans après sa suppression qu'ils  
acceptent, sans motif, sans raison,  
nouvelle, de tolérer à nouveau sur  
leurs têtes les pousseurs de charge.  
Sans l'U.S.B. de Paris, où le principe  
du travail au rendement a été admis  
devant une assemblée peu enthou-  
siaste, l'explication fournie par l'or-  
ganisation est tout au moins sujette  
à caution ; il paraît que ces « nou-  
velles » sont nécessaires pour éviter  
que le patronat n'impose les siennes :  
c'est un peu, en somme, la politique  
de grève et de contre-grève que le  
patron ne peut pas être moulu...

Les misères du contribuable

## M. Blum livre la France à la banque Pierpont-Morgan

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

ne faut pas se leurrer de trop  
de ventes, refusent la ces-  
sion d'un grand nombre de ces  
machines, afin, précisément  
d'empêcher la concurrence vic-  
torieuse de nos produits à tra-  
vers le monde. De plus les prix  
notés intentionnellement au-dessus  
du prix réel, par suite des revendica-  
tions syndicales ouvrières.  
Voici donc les ressources de ces  
25 milliards fortement compro-  
mises et, par voie de consé-  
quence, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu-  
le qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet  
1951 nous devons payer en mon-  
naie d'intérêts le trentième du ca-  
pital chaque 1<sup>er</sup> juillet. A cette  
date, la réalisation de la pre-  
mière tranche du PLAN MONET  
mise en péril, pour ne pas dire  
d'une exécution impossible. Et  
cette constatation est très lou-  
de de conséquences désastreuses  
pour l'avenir immédiat de  
l'indépendance de la France.  
car le paragraphe 3 du « Mé-  
morandum Blum-Byrnes » stipu